



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Distr.: GENERALE

CEA-AN/TNG/Ad-Hoc/Genre/1
Mars 2005

Original: FRANÇAIS

Bureau pour l'Afrique du nord

Atelier d'experts
« Femmes créatrices de richesses et d'emplois »

Tanger (Maroc)
11-12 avril 2005

AIDE MEMOIRE

1. Le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord organise un Atelier d'experts autour du thème « Femmes créatrices de richesses et d'emplois », qui se tiendra du 11 au 12 avril 2005, à Tanger, Maroc.

2. L'Atelier d'experts est organisé en vue de la tenue du Comité inter-gouvernemental d'experts (CIE) (Tanger, 13 - 15 avril 2005), qui abordera la question de la participation économique des femmes en Afrique du nord. Les résultats des travaux de l'Atelier d'experts permettront d'enrichir et d'éclairer les débats ainsi que les recommandations du CIE sur cette question.

I. CONTEXTE

3. Les Objectifs de développement du millénaire (ODM) ont mis en exergue l'importance de la participation économique des femmes en l'intégrant en tant qu'indicateur de mesure de l'Objectif 3 qui vise à la promotion de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.

4. Plusieurs études ont permis d'établir un lien entre la réalisation de l'objectif 3 et les autres ODM. Selon le BIT, comme les femmes forment la plus grande partie des travailleurs pauvres, il est nécessaire d'améliorer les conditions d'accès des femmes au marché du travail et de répondre à leur besoin d'un travail décent pour réduire la pauvreté. Pour cela, il est nécessaire de situer les politiques de l'emploi au centre des questions stratégiques économiques et sociales mais aussi de reconnaître les contraintes que les femmes rencontrent ainsi que leurs spécificités dans le monde du travail.

5. Toutes les études qui ont été menées sur la participation économique des femmes dans les pays arabes (BIT, UNIFEM, Banque mondiale, CAWTAR, ESCWA, PNUD) comme celles qui ont été menées par certains pays d'Afrique du nord montrent que les femmes de la sous région se tournent de plus en plus vers le secteur marchand de l'économie (formel et informel) pour assurer leur survie et celles de leurs familles, comme l'indiquent la tendance à la hausse (i) des taux de chômage des femmes, (ii) des femmes occupées dans le secteur informel (dans les micro-entreprises familiales et comme travailleuses à domicile, très souvent), (iii) des femmes demandant des micro-crédits, (iv) et des femmes entrepreneurs de micro - et petites entreprises. L'importance de la production industrielle pour la participation des femmes au développement en tant que génératrices d'emplois

6. Les femmes nord africaines sont détentrices d'un capital culturel qu'elles utilisent dans le cadre de leurs stratégies de survie, surtout dans les zones rurales et péri - urbaines. Elles sont détentrices de savoirs traditionnels et empiriques liés, par exemple aux métiers du textile et de la confection, de la production et de la transformation d'aliments, de la vannerie et de la poterie, de la décoration, Les biens et services produits sont souvent uniques et hautement valorisés dans certains marchés, internes et externes. Ce « capital culturel » constitue le principal actif de millions de femmes pauvres.

7. La question de la participation économique des femmes d'Afrique du nord se pose dans un contexte nord africain caractérisé par des transformations économiques structurelles (notamment, la forte poussée du secteur privé, du secteur des services, du tourisme et des TICs) et par des défis majeurs (notamment, le chômage structurel élevé, la pauvreté et la faible compétitivité). C'est dans ce contexte dynamique et complexe que l'Atelier abordera la question de savoir comment renforcer et améliorer l'insertion économique des femmes d'Afrique du nord tout en leur ouvrant la possibilité d'être des créatrices de richesses et d'emplois.

8. Les expériences ont montré que ce défi peut être relevé si des efforts sont menés pour capitaliser les capacités des femmes et pour créer des synergies entre les politiques et programmes de promotion de l'emploi et celles de promotion du secteur privé, des technologies de l'information et de la communication, du secteur des services.

II. OBJECTIFS

9. L'Atelier permettra un échange de points de vues et d'expériences autour des deux questions suivantes :

Etant donné le contexte de l'Afrique du nord, quelles sont les approches, les stratégies et les expériences innovatrices qui pourraient être adoptées pour promouvoir et renforcer le rôle des femmes en tant que créatrices de richesses et d'emplois ?

Etant donné le mandat de la CEA, quelles sont les activités qui pourraient être mises en œuvre par le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord avec ses partenaires pour y contribuer ?

10. De manière spécifique, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord invite les experts à étudier les questions suivantes et à formuler des recommandations sur la base des débats qui auront lieu:

- a. Comment transformer les « savoirs du terroir » dont les femmes, surtout rurales, sont détentrices en potentiel de création de richesses et d'emplois ?
- b. Comment créer un cercle vertueux entre la participation économique des femmes et le développement d'entreprises privées et communautaires de services sociaux, afin de créer un environnement favorisant une meilleure insertion dans l'activité économique ?
- c. Quels sont les domaines et secteurs d'activités porteurs et novateurs qui permettraient de créer des opportunités d'emplois et d'entreprises pour les femmes, tout en répondant à de nouveaux besoins pour lesquels il n'existe pas encore ou très peu d'offre (services liés aux besoins des jeunes ; services liés à la protection de l'environnement, surtout dans les zones urbaines, les TICs, ...).
- d. Comment transformer et renforcer les micro-entreprises industrielles des femmes pour leur permettre de créer de manière durable, plus de richesses et d'emplois ?
- e. Quels systèmes de financement peuvent être établis, à court et moyen terme, pour créer et renforcer des entreprises des femmes, qui soient rentables et viables ?

III. PARTICIPANTS

11. L'Atelier sera animé par des experts qui du fait de leur expérience pourront apporter des réponses aux questions soulevées. Les experts seront des représentants des Gouvernements, d'organisations non-gouvernementales, du secteur privé et du système des Nations Unies ainsi que d'institutions de recherche.

12. Des observateurs des Etats Membres, d'organisations sous régionales et régionales, d'organisations de coopération bilatérale et multilatérale, du secteur privé, d'ONGs et d'universités seront invités à prendre part aux travaux de l'Atelier.

*Pour de plus amples informations veuillez contacter Mme Semia de Tapia, Chargée des affaires sociales :
tapia@un.org*